

AUX PARENTS D'ÉLÈVES ET AUX ÉLÈVES DU LYCÉE JACQUES CALLOT

L'école publique traverse une période difficile, et notre académie est particulièrement affectée : **841 postes sont supprimés en Lorraine**, région la plus touchée, dont 524 dans les collèges et lycées.

Comme la plupart des établissements nancéiens, le lycée Callot est **affaibli**.

Il devrait perdre, à la rentrée prochaine, 119 heures d'enseignement soit l'équivalent **d'au moins 6 postes** (2 maths, 1 Physique-Chimie, 1 SVT, 1 Économie et Gestion et 1 en Histoire-Géographie). Ces nouvelles suppressions s'ajoutent aux précédentes (près d'une VINGTAINE depuis la rentrée 2008) et ont des conséquences lourdes sur les conditions d'enseignement.

PROMETTRE, VANTER ET FAIRE LE CONTRAIRE

Ces disparitions de postes sont en totale contradiction avec les ambitions affichées par le ministère :

- qui promet un meilleur suivi des élèves, mais incite les enseignants à faire des heures supplémentaires, ce qui augmente le nombre de classes en responsabilité pour chacun, et alourdit les effectifs (les classes de seconde **atteignent 35 élèves**) ce qui rend les enseignants moins disponibles, **chaque enseignant devant au total encadrer toujours plus d'élèves...**
- qui promet un meilleur suivi des élèves dans le cadre de l'enseignement personnalisé, mais ne donne pas aux établissements les moyens de créer une **offre d'accompagnement adaptée aux besoins**, avec des groupes réduits.
- qui vante un plan sciences mais **augmente les effectifs des groupes**, supprime 4 postes dans les matières scientifiques à la rentrée et réduit de 4,5 heures l'enseignement des sciences (physique-chimie, maths et SVT) en 1^{ère} scientifique ...
- qui fait mine de valoriser l'enseignement des langues dès la maternelle **mais réduit les heures de langues au lycée** et augmente les effectifs des groupes ;
- qui supprime les moyens de remplacement, ce qui conduit à multiplier l'embauche de personnels vacataires, non formés ou **laisse des classes sans enseignant** ;
- qui rend indispensable le travail en équipe (ce que nous revendiquons !) mais en multipliant **les services partagés sur plusieurs établissements**, sans donner aux enseignants le temps de se réunir, de se concerter ;
- qui complexifie les missions des enseignants tout en **réduisant leur formation** ;
- qui prétend garantir l'égalité des chances, mais qui réduit les moyens de façon drastique et en supprime la carte scolaire, **mettant ainsi en concurrence des établissements** au détriment de la mixité sociale (donc des établissements périphériques) et d'une vraie école républicaine.

LES RAISONS DE LA COLERE

C'est pourquoi **nous étions en grève le jeudi 10 février** et avons dénoncé la forte réduction des moyens qui ont été alloués au lycée Callot. En signe de protestation l'ensemble des élus au Conseil d'Administration du lycée s'est adressé **aux parlementaires de Nancy ayant voté le budget de L'ÉDUCATION NATIONALE**.

Le gouvernement ne donne pas aux lycées les moyens de se réformer pour assurer un enseignement de qualité et fait passer avec cynisme pour un projet ambitieux et au service des élèves, une politique purement comptable, le recteur touchant **une prime de 22 000 euros pour ces suppressions de postes**.

Profondément attachés à la réussite des élèves, nous sommes, en tant que PERSONNELS et souvent PARENTS D'ELEVES, scandalisés par le retrait de moyens humains qui permettent de les conduire dans leur très grande majorité et dans de bonnes conditions vers le baccalauréat, tout en faisant évoluer nos pratiques.

Le système ne tient plus que grâce à l'énergie de ses acteurs de terrain, qui commencent à en manquer !

Les professeurs du lycée Jacques Callot entrés dans l'action.